

**Consultations particulières et auditions publiques à l'égard du
rapport sur les véhicules hors route (VHR) intitulé
« Vers un développement durable de la pratique »**

Commission des transports et de l'environnement

Avis collectif présenté par les conférences régionales des élus suivantes (CRÉ):

CRÉ de l'Abitibi-Témiscamingue
CRÉ de la Baie-James
CRÉ du Bas-Saint-Laurent
CRÉ du Centre-du-Québec
CRÉ de la Chaudière-Appalaches
CRÉ de la Côte-Nord
CRÉ de l'Estrie
CRÉ de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine
CRÉ Lanaudière
CRÉ des Laurentides
CRÉ de Laval
CRÉ de la Mauricie
CRÉ Montérégie Est
CRÉ de l'Outaouais
CRÉ du Saguenay-Lac-Saint-Jean
CRÉ Vallée-du-Haut-Saint-Laurent

16 mars 2010

Préambule

Cet avis constitue une position partagée par plusieurs régions sur certains éléments du rapport sur les véhicules hors route (VHR). Cela n'empêche aucunement les régions adhérentes d'exprimer des positions supplémentaires de leur propre chef.

Les CRÉ et le mandat VHR

Les Conférences régionales des élus (CRÉ) agissent à titre d'interlocuteur privilégié du gouvernement en matière de planification et de développement régional. Dans le respect des valeurs des régions, et en concertation avec ses partenaires, les CRÉ voient à promouvoir et à stimuler le développement économique, social, culturel et communautaire d'une région et s'engagent à offrir un encadrement propice à l'établissement des personnes, de leurs milieux et de leurs collectivités.

C'est en juin 2006 que le projet de loi n° 9 a été adopté. Celui-ci vise à assurer un meilleur encadrement de la pratique des VHR et la création de tables de concertation régionale. Ces Tables VHR ont donc comme mandats principaux :

- Établir un réseau interrégional de sentiers permanents ou semi-permanents pour la motoneige et un autre pour le quad devant être praticable à l'année;
- Mettre en place un plan d'évacuation des blessés à l'occasion d'interventions d'urgence dans les sentiers.

Au Québec, 10 CRÉ ont décidé de piloter le dossier, 6 CRÉ ont confié le mandat à des unités régionales de loisir et de sport (URLS) et 1 à des associations touristiques régionales (ATR; 2 associations sur le même territoire).

Introduction

À la suite du dépôt du rapport sur les VHR intitulé « Vers un développement durable de la pratique », plusieurs CRÉ souhaitaient déposer collectivement un avis sur certains éléments soulevés dans le rapport. Cet avis porte principalement sur la deuxième partie du rapport, soit « Des mesures structurantes ».

Considérant que les CRÉ sont identifiés dans ce rapport comme organisme partenaire du ministère des Transports du Québec (MTQ) et du gouvernement pour actualiser la prolongation du mandat associé aux Tables VHR, cet avis soulève des questionnements de fond et propose quelques solutions pour nous aider à réaliser les mandats qui pourraient nous être confiés. Nos préoccupations se situent au niveau du soutien financier pour la concertation, du financement pour la mise en œuvre des sentiers, de la circulation hors sentiers sur terres privées, du plan d'évacuation des blessés ainsi que de la compensation pour les droits de passage.

Soutien financier pour la concertation régionale

Le rapport sur les VHR stipule que « le mandat confié aux CRÉ de mettre en place des tables de concertation régionale sur les VHR, afin d'établir des réseaux de sentiers interrégionaux de VHR, est prolongé pour trois ans, avec un soutien financier de 40 000 \$/année ».

L'enveloppe de 40 000 \$/année a été jugée insuffisante par les CRÉ pour le premier mandat. En effet, lorsque l'on prend en considération les différents frais associés à la réalisation du mandat (déplacements fréquents, location de salles pour les différentes rencontres, salaires, recours à des services externes spécialisés, etc.), il devient évident que le soutien financier est nettement insuffisant.

Les CRÉ souhaitent donc que le soutien financier soit bonifié de 20 000 \$ pour ainsi porter l'enveloppe financière à 60 000 \$ annuellement. Cette bonification du financement permettra de soutenir les CRÉ plus adéquatement en fonction des mandats donnés et des différentes réalités territoriales.

Toutefois, il serait très important de prendre connaissance du deuxième mandat au préalable. En effet, dans le rapport sur les VHR, on mentionne que le deuxième mandat sera « adapté pour tenir compte de l'avancement des travaux ». Il faudrait s'assurer qu'un montant de 60 000 \$ couvre aussi les modifications apportées au mandat.

Financement pour la mise en œuvre des sentiers

Lors du premier mandat, il a été souligné que les travaux d'aménagement des sentiers seraient réalisés par les clubs et fédérations. De plus, dans le rapport sur les VHR, on nous informe que la surcharge sur l'immatriculation des VHR sera bonifiée de 15 \$, dont 4 \$ pour les infrastructures. En prenant en considération les 520 000 VHR immatriculés en 2008, le financement disponible pour les infrastructures sera bonifié d'environ 2 000 000 \$ par année. Ce montant est jugé insuffisant pour combler les immenses besoins en matière d'aménagement de sentiers sur le territoire du Québec. En effet, ce montant couvre à peine les besoins d'une seule région.

Les CRÉ suggèrent qu'un fonds soit créé par le MTQ pour la mise en œuvre des sentiers. Inspiré du programme d'infrastructure mis en place par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT), celui-ci devrait permettre le financement de projets sur les sentiers interrégionaux. Le mandat des Tables VHR est important, mais la mise en œuvre des sentiers est tout aussi importante. Si nous souhaitons déployer des sentiers interrégionaux praticables et durables, des moyens suffisants doivent être mis à la disposition des régions pour s'assurer de la bonne mise en œuvre des sentiers.

Circulation hors sentiers

La question de la circulation hors sentiers est abordée dans la troisième partie du rapport sur les VHR. Les CRÉ souhaitent souligner l'importance d'augmenter les ressources déployées afin de contenir ce phénomène lorsqu'il est question de circulation hors sentiers sur terres privées. En effet, les inconvénients de la pratique délinquante des VHR sont nombreux : effet néfaste sur l'image des VHR, dommages matériels causés aux propriétés, augmentation des risques d'accidents et manque à gagner pour les clubs en revenus de membership.

Les CRÉ recommandent que le MTQ prenne le leadership dans l'élaboration d'un plan d'action concret, consistant et soutenu, incluant des campagnes de sensibilisation et des moyens de répression s'il y a lieu, le tout en collaboration avec les Tables VHR, la Sûreté du Québec (SQ) et les agents de surveillance des clubs et les fédérations.

Plan d'évacuation des blessés

Dans le rapport sur les VHR, on mentionne « qu'un plan-type d'évacuation des blessés sur les sentiers éloignés a été soumis aux régions en septembre 2009 par le ministère de la Sécurité publique (MSP) ». Notons qu'aucune des CRÉ n'a reçu ce plan-type. Néanmoins, les CRÉ tiennent à souligner l'importance que chaque région soit dotée d'un plan d'évacuation des blessés fonctionnel, et ce le plus rapidement possible. Les CRÉ souhaitent que le MSP puisse piloter ce dossier selon la volonté de chacune des régions en collaboration avec les directions de la santé publique. Les Tables VHR pourraient collaborer, en contribuant de leur expertise dans le dossier VHR et en faisant le lien avec les clubs VHR et autres partenaires régionaux.

Compensations pour les droits de passage

Les activités de quad et de motoneige se déroulent sur des sentiers, et ceux-ci reposent sur les droits de passage, surtout dans les régions où l'on retrouve peu de terres publiques. Autrement dit, les droits de passage sont l'un des fondements essentiels à l'activité VHR. C'est précisément là que se situe une des plus importantes problématiques dans le dossier VHR, une problématique d'envergure provinciale. Pourtant, dans le premier mandat, très peu d'énergie a été consacré à ce dossier, et ce même si les régions l'ont régulièrement soulevé.

Les CRÉ souhaitent ardemment que le MTQ enclenche une réflexion provinciale sur le sujet des droits de passage et que cette réflexion permette d'évaluer la mise en place de droits compensatoires associés à ces droits de passage, tout en protégeant légalement les propriétaires fonciers. Ces travaux pourraient possiblement se faire par l'entremise d'un comité formé de tous les représentants concernés. Sans cette réflexion, nous croyons que tous les travaux accomplis et futurs pourraient avoir été réalisés en vain.

Conclusion

Les CRÉ souhaitent ardemment que leurs préoccupations soient intégrées dans le nouveau mandat VHR. En somme, on souhaite une augmentation du financement pour la concertation, la création d'un fonds pour la mise en œuvre des sentiers, l'élaboration d'un plan pour contenir la circulation hors sentiers sur terres privées, une gestion plus adéquate du plan d'évacuation des blessés et une réflexion sérieuse sur la compensation pour les droits de passage.